**LIGUE CONGOLAISE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**



**LICOCO**

 **14, Av. Loango, Quartier 1, Commune de N’djili-Kinshasa/RDC**

**Référence : Boulevard Kimbuta, Arrêt Ex.Bar Grand Libulu**

**Tél + 243 81 60 49 837 ou +243 89 89 72 130**

**Email.** **licocordc@gmail.com**

[**www.licoco.org**](http://www.licoco.org)

**COMMUNIQUE DE PRESSE No 001/LICOCO/SE/2024**

**LA RDC PLACEE TOUJOURS PARMI LES 15 DERNIERS PAYS AU MONDE EN TERMES DE L’INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION PUBLIE PAR TRANSPARENCY INTERNATIONAL EN 2023**

**KINSHASA 2024**

**Transparency International** publie le rapport de l’indice de perception de la corruption pour l’année 2023, un rapport selon lequel ***la corruption reste à la base des multiples crises dans le monde et affecte la sécurité de plusieurs nations***.

**La Ligue Congolaise de Lutte Contre la Corruption** constate que la corruption continue à ronger tous les secteurs de la vie nationale en RDC. Elle est devenue non seulement **systémique** mais aussi **institutionnelle**, **structurelle** et **organisationnelle** du fait que sa fréquence constitue toute une culture acquise par la majorité des citoyens au sein de la communauté congolaise. Elle met en danger la **démocratie, la sécurité et le développement de la RDC**.

La République démocratique du Congo, comme en 2022, figure parmi les 15 derniers pays les plus corrompus au monde en 2023 avec un **score de 20%.** La RDC ne parvient toujours pas à faire face aux problèmes de la corruption dans le milieu de santé, de l’éducation et surtout dans la politique. Selon l’Indice de Perception de la Corruption pour l’année 2023, la RDC est placée à la 170ème sur 184 pays évaluée.

Il y a plus d’une décennie que la République Démocratique du Congo ne parvient pas à faire face aux problèmes sécuritaires dans la partie Est du pays à cause de la corruption profondément ancrée dans le secteur de la défense avec toutes les conséquences que nous connaissons actuellement.

En dépit de l’engagement politique du Président **Tshisekedi** de lutter contre la corruption et d’atteindre des niveaux plus élevés d’intégrité, de transparence et de redevabilité notamment par la création de la Coordination pour le Changement de Mentalité (CCM), l’Agence de Prévention et de Lutte Contre la Corruption (APLC), le renforcement de l’Inspection Générale des Finances (IGF) et la réhabilitation de la Cour des Comptes, aucune amélioration significative ne se fait sentir dans la lutter contre la corruption. Plusieurs cas de corruption ont été dénoncé ces 5 dernières années mais les personnes impliquées ont tous été relâchées après un bref séjour en prison.

Les élections présidentielles, législatives, provinciales et municipales du 20 Décembre 2023 en démontre plus ; les candidats députés se sont livrés et continuent à se livrer à la corruption, à la fraude et à la tricherie pour qu’ils soient élus à tel point que la Commission Electorale Nationale Indépendante a pris la mesure d’invalider plus de 80 candidats.

Parmi les éléments qui ont favorisé la fraude et la corruption, nous citons :

- la prolongation illégale des jours de vote allant du 20 décembre au 21 décembre soit de 2 à 3 jours ;

- plusieurs bureaux de vote ont fonctionné jusqu'à des heures tardives ;

- vote à domicile ;

- la détention des machines à voter ainsi que autres matériels électoraux entre les mains de particulier etc.

Comme on peut facilement en a percevoir tous ces désordres ont été occasionné par la CENI elle-même de sorte que la fraude apparaisse comme le monde opératoire pour ces scrutins.

L'état de droit est menacé en raison l'impunité des acteurs publics de l'affaiblissement de l'espace civique et l'accès limite du public a la et a l'information.

Il importe de dire que l'état de droit est celui où les citoyens ont accès à leurs droits, les plus fondamentaux de manière permanente et équitable.

De la sorte, l'effectivité de cet état de droit requiert que soient instaurées certaines valeurs sociales au nombre desquelles on peut citer la justice pour tous, l'accès à l'information, la répression de tous les citoyens qui marchent en dehors de la loi, quel que soit leur rang social...

Toutes ces valeurs fondent et consolident l'état de droit. Ainsi une fois ces valeurs sont liées au sol, l'état de droit s'étoiles et disparaît. Il semble que tel est le cas pour notre pays.

En effet, alors que la sanction de tous les citoyens, sans tenir compte de leur rang social constitue une valeur de tout état de droit. Il se trouve que dans notre pays, plusieurs acteurs publics restent impunis malgré leur violation des lois. Par exemple le plus plausible est celui des élections de 2023, ou certains candidats se sont permis de détenir de machines à voter, et ce sans qu’ils ne soient judiciairement sanctionné jusqu'à ce jour.

 Par ailleurs, les citoyens qui devraient concourir au contrôle de l'action publique sont moins cultivés et ignorent même leurs droits fondamentaux devenant ainsi incapables de réclamer leurs droits légitimes et réservant la justice aux seuls malis. Cela crée une sorte de laxisme de le chef des citoyens de notre pays qui ne savent pas revendiquer leurs droits car leurs civisme n'est pas développé. Comme on peut l'imaginer, tous ces facteurs contribuent à la précarité de l'état de droit de notre pays. Il est ainsi nécessaire, si l'on veut réellement vivre dans un état de droit que l'on présume en compte tous ces aspects. C'est de cette manière que même les cadres les plus vulnérables pourront être protégées...

 La LICOCO estime que ces élections devraient être annulées parce que la fraude associée aux irrégularités décriées rende les scrutins peu transparents et peu crédibles avec une incidence directe sur les résultats des élections actuelles en vertu du principe général de droit qui dit que **« la fraude corrompt tout ».**

 **La LICOCO** félicite le peuple congolais pour son engouement pendant les jours de vote et malgré les irrégularités et l'ouverture de certains bureaux de vote au-delà des heures conventuelles, le peuple a bravé toute sorte de danger et d'insécurité.

La République Démocratique du Congo ne peut se développer qu’avec l’implication de tous les acteurs politiques, toutes tendances confondues dans la lutte contre l’impunité et la corruption.

La Ligue Congolaise de Lutte Contre la Corruption lance un appel national pour que les autorités politiques, administratives et judiciaires puissent donner priorité à la lutte contre la corruption et les autres antivaleurs car l’avenir du pays en dépend.

Veuillez utiliser cette adresse pour lire le Rapport de l’Indice de Perception de la Corruption 2023 : [www.transparency.org/cpi2023](http://www.transparency.org/cpi2023)

**Fait à Kinshasa, le 15 Janvier 2024**

**Contact médias :**

**Ernest MPARARO : +243 81 60 49 837**